



Formatted: Top: 0.3", Bottom: 0.59"

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille vingt et un, le 12 juillet à 18 heures 45, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Espace Cœur de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de Monsieur Quentin BRIERE, en suite de la convocation faite le 6 juillet

**Présents :**

- M. BRIERE, Président  
- M. GOUVERNEUR, M. SIMON, M. MARIN, M. MERCIER, M. NOVAC, M. KAHLAL, M. BAYER, M. KREZEL,  
- Mme ABA, Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BASTIEN, M. BAUDOT, M. HOCQUET suppléant de Mme BELLIER, M. BERIGAUD suppléant de M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BOSSAN, M. BOUZON, M. BROSSIER, M. CHARPENTIER, Mme CHEVAILLIER, Mme CHEVILLON, Mme CLAUSSE, M. CLEMENT, M. COLIN D., M. COLIN P., Mme COLLET, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DELVAUX, M. DESCHARMES, Mme DONATO, Mme DUHALDE, M. EYCHENNE, Mme FORTUNE, M. GAILLARD E., Mme GALICHER, M. GAUCHERON, M. GOUGET, M. GUILLEMIN, M. HURSON, M. KARATAY, M. LADEIRA, Mme LANDREA, M. LANDRY, M. LASSON, Mme LE MOGUEN, M. LESAGE, M. MAITREHENRY, M. MARCHANDET, Mme MARCYAN, Mme HOUZE suppléante de M. MENAUCOURT, M. MOITE, M. MONCHANIN, M. OUALI, M. PEREZ, M. PREVOT, M. REMENANT, Mme MAILLAT suppléante de M. RICHARD, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SAGET-THYES, Mme SALEUR, M VAGLIO, M. VALTON, Mme VERDUN, Mme ZUCAL

**Excusés :** Mme BELLIER, Mme BINET, Mme BLANC, M. BONNEAUD, Mme BONTEMPS, Mme BOYER-CASTELO, M. CARON, M. CORNUT-GENTILLE, M. DAOUZE, M. DAVAL, Mme DE CHANLAIRE, M. DREHER, M. FEUILLET, Mme GAILLARD D., M. GARNIER, Mme GEREVIC, Mme GUINOISEAU, M. HUVER, M. JEANSON, M. KIHM, Mme KREBS, M. LAURENT, M. LECLERE, M. MENAUCOURT, M. MILLOT, M. OLIVIER, M. OZCAN, Mme PEYRONNEAU, M. RAIMBAULT, M. RICHARD, M. RONDELET, M. ROUSSEL, Mme THIEBLEMONT, M. TURCATO

**Ont donné procuration :**

<u>M. DAVAL à M. KARATAY</u>	<u>M. LAURENT à Mme DUHALDE</u>
<u>M. DREHER à Mme CHEVILLON</u>	<u>M. OLIVIER à Mme LE MOGUEN</u>
<u>M. FEUILLET à Mme KREBS</u>	<u>M. OZCAN à M. VAGLIO</u>
<u>Mme GEREVIC à M. BASTIEN</u>	<u>Mme PEYRONNEAU à M. LESAGE</u>
<u>Mme GUINOISEAU à M. KAHLAL</u>	<u>Mme THIEBLEMONT à Mme ABA</u>
<u>M. RAIMBAULT à Mme ROBERT-DEHAULT</u>	

**Secrétaire de séance : M. VAGLIO**

**CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

**N°111-07-2021**

## DECLARATION DE PROJET « METHANISEUR » EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE CEFFONDS – PRESCRIPTION

RAPPORTEUR : M. SIMON

Un groupement de cinq exploitants agricoles porte un projet de méthaniseur sur le hameau de La Grève à Ceffonds, pour la production d'électricité et de chaleur (appelée co-génération).

Ce projet a pour but de diversifier les activités et revenus des exploitations, d'attirer de la main d'œuvre en créant quelques emplois, de réduire l'utilisation d'engrais de synthèse tout en gérant collectivement les effluents d'élevage (65% des matières injectées).

Le secteur d'implantation, lieu d'une ancienne décharge, est actuellement classé en zone Naturelle au Plan Local d'Urbanisme de Ceffonds, n'autorisant pas de construction.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat-Déplacements (PLUi-HD) en cours d'élaboration ne permettra pas, au vu de ses délais incompressibles, le lancement de ce projet à la date escomptée (2022-2023).

Au vu de l'intérêt général que la démarche représente pour le territoire, notamment à travers l'atteinte de l'objectif des 100% de consommation couverte par des énergies renouvelables et de récupération en 2050, fixés par la Région via le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), il est proposé de recourir à une procédure de Déclaration de Projet, emportant mise en compatibilité du PLU.

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 et suivants et L.300-6 relatifs à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU,

VU les articles R.153-20 et R.153-21 du même code, relatifs aux mesures de publicités et d'affichage,

Vu l'article R153-15 du Code de l'Urbanisme qui stipule notamment que le Président de l'organe délibérant de l'établissement public mène la procédure de mise en compatibilité,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ceffonds, approuvé le 01/06/2007 et révisé le 18/11/2008,

CONSIDERANT QUE le projet revêt un caractère d'intérêt général en ce qu'il contribue à :

- la réduction d'intrants chimiques dégradant les sols ;
- l'atteinte de l'objectif régional de couvrir la consommation énergétique par des énergies renouvelables et de récupération à 41% en 2030 et à 100% en 2050 ;

CONSIDERANT que le projet nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour modifier le classement de la zone Naturelle ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de mettre en œuvre des modalités de concertation ;

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de l'EPCI, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

Formatted: Left

Formatted: Underline

Formatted: Space After: 0 pt, Line spacing: single

Formatted: Space After: 0 pt, Line spacing: single

Formatted: Indent: First line: 0.98"

Formatted: Line spacing: single

Formatted: Space After: 0 pt, Line spacing: single

Formatted: Line spacing: single

CONSIDERANT que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée d'1 mois conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'autoriser le Président ou son représentant à prescrire la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,

- ~~• de faire appel, si cela s'avérerait nécessaire (notamment sur le volet environnemental) à un bureau d'études qui accompagnerait la collectivité tout au long de la procédure.~~

~~— de dire que :~~

- La présente délibération approuvée sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du même code. Elle fera l'objet d'un affichage, en mairie de Ceffonds et au siège de la Communauté d'agglomération, pendant 1 mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'UNANIMITE.

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Christophe LANDRIN  
Directeur Général des Services

**Formatted:** Indent: Left: 0", First line: 0.98", Tab stops: 1.18", Left

**Formatted:** Font: (Default) Arial

**Formatted:** Font: (Default) Arial

**Formatted:** Automatically adjust right indent when grid is defined, Adjust space between Latin and Asian text, Adjust space between Asian text and numbers, Tab stops: 1.18", Left